



## 11<sup>e</sup> congrès du SNASUB-FSU

Débattre — Décider — Revendiquer

**L**e 11<sup>e</sup> congrès du SNASUB-FSU se tiendra du 13 au 17 mai 2024 à Satillieu (07290 — Ardèche).

### Saisissez-vous du débat !

Vous avez reçu avec le dernier numéro de *Convergences* le matériel de vote qui vous permet de vous exprimer sur le choix d'orientation parmi celles portées par les différentes listes de candidat·es à la commission administrative nationale, le « parlement » de notre syndicat.

**VOTEZ, VOTEZ, VOTEZ ! Sans attendre le dernier jour !**

### Saisissez-vous du débat !

Chaque section académique organisera de fin mars à fin avril des congrès et assemblées générales académiques pour organiser l'activité syndicale au plus près des adhérent·es.

Ces congrès et assemblées générales académiques sont aussi l'occasion de contribuer collectivement à l'enrichissement de la motion revendicative qui sera débattue et adoptée au congrès national qui réunira des représentant·es des sections académiques.

Participez nombreuses et nombreux aux assemblées générales et congrès académiques !

### Saisissez-vous du débat !

Et pour permettre un partage des expériences et points de vue syndicaux, comme à son habitude, le Bureau national du SNASUB-FSU organise la publication régulière d'un bulletin de débat électronique.

Pour participer au débat, exprimer une proposition, un témoignage, une analyse, une réaction... il vous suffit d'envoyer une contribution (4500 signes maximum, espaces, titre et signatures compris) à l'adresse [debat-congres@snasub.fr](mailto:debat-congres@snasub.fr) au plus tard le vendredi à 10 h pour publication, dans le bulletin, le lundi suivant.

Le dernier bulletin de débat préparatoire à ce 11<sup>e</sup> congrès paraîtra le lundi 6 mai 2024.

Un bulletin de bilan du congrès paraîtra le lundi 27 mai 2024.

**N'hésitez pas à participer au débat.**

**À vos claviers !**

Les co-secrétaires généraux du SNASUB-FSU  
François Ferrette, Julie Robert, Philippe Lalouette

## Un bilan positif des élections internes du SNASUB-FSU!

Le Bureau national a procédé au dépouillement du vote interne le jeudi 2 mai. Les résultats sont désormais connus et nous permettent de connaître la physionomie de nos instances qui seront chargées d'animer et de diriger le syndicat pendant trois ans. Avant tout, nous remercions l'ensemble des votant·es dont les 602 collègues qui ont fait le choix de porter leurs suffrages sur notre liste

Avec un nombre d'adhérent·es stable (+ 24 adhérent·es en plus à ce jour) entre le congrès de 2022 et celui de 2024, la participation est également stable, avec 24,41 % de participation cette année.

Les listes en présence conservent également, aussi, leur poids respectifs dans nos instances, commission administrative nationales (CAN) et bureau national (BN). Ceci va nous permettre de poursuivre l'action engagée depuis plusieurs mandats, confirmés de congrès en congrès et de garder le cap de l'unité interne par-delà les nuances qui s'expriment naturellement entre nous.

Bien évidemment, la discussion sur l'actualisation de notre motion revendicative se poursuit jusqu'à l'issue du congrès national réuni à SATILIEU (07) du 13 au 17 mai.

Et nous aurons à discuter des actions à mener, notamment à travers la mobilisation du 25 mai, mais aussi au-delà. Ce congrès national sera enfin l'occasion de discuter de la manière la plus efficace de nous organiser pour mener l'action syndicale.

La liste « Un SNASUB-FSU rassemblé pour résister et gagner » sera la force motrice pour renforcer nos interventions à tous les niveaux; il faut donner l'envie de s'engager dans les équipes syndicales pour mener la lutte sur des mandats en phase avec les aspirations des personnels.

**Les 60 candidat·es de la liste de rassemblement.**

---

## *Tribune liste Front Unique*

---

## Pour arrêter Macron, il faut tirer le bilan de la défaite subie sur les retraites

Dans chacune de leurs contributions, les camarades de la liste « Renforcer le SNASUB » affirment que leur orientation est la seule possible. Ainsi, une orientation ayant permis à Macron de liquider un à un de nos acquis depuis 7 ans serait la seule possible!

Comment prétendre arrêter Macron demain sans tirer le bilan des défaites subies, à commencer par la principale, celle sur la contre-réforme des retraites.

C'est un bilan que la liste « Renforcer le SNASUB » a refusé de tirer, aussi bien dans le rapport d'activité que dans sa motion d'orientation ou dans ce bulletin de discussion. C'est pourtant primordial

si l'on veut que le prochain combat ne s'achève pas par une autre défaite, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Une défaite de la plus grande importance qui a ouvert la voie à une série d'attaques sans précédent ces derniers mois contre les droits des salariés, chômeurs, contre la jeunesse et l'Éducation.

Entre le 19 janvier et le 6 juin 2023, les travailleurs ont été appelés à 14 journées d'action par une intersyndicale qui aura contrôlé entièrement ce mouvement de bout en bout. Sa responsabilité est donc totale. Ce n'est qu'après la puissante mobilisation du 19 janvier (près de 2 millions), que le retrait du projet sera demandé, avec une nouvelle journée

de mobilisation annoncée pour le 31 janvier ! 12 jours après ! Et d'ici là chacun est prié de se mobiliser partout, c'est-à-dire dans la plus grande dispersion !

Et après le 31 où près de 2,5 millions de personnes se mobilisent, un appel est lancé pour le 7 février. D'ici là nous sommes appelés à « multiplier les actions... partout... y compris par la grève ». Les collègues ont fait en 2003, 2009, 2019, etc. l'expérience des grèves reconductibles, établissements par établissements, secteurs par secteurs, isolés, faisant reposer la responsabilité du mouvement sur eux.

Le 6 février a commencé à l'Assemblée Nationale l'étude du projet de loi. Au soir du 7 l'intersyndicale confirme l'appel à manifester le samedi 11 « partout sur le territoire » et à « interpeller les députés et sénateurs partout ». Mais ce jour-là les dirigeants nationaux de la CGT, FO, FSU, CFDT, etc. manifesteront bien loin de l'Assemblée... à ALBI !

Ainsi en près d'un mois alors que la volonté des travailleurs ne faiblit pas, l'intersyndicale maintient une dispersion des forces et rejette ostensiblement toute perspective de centralisation avec un appel à une manifestation en direction de l'Assemblée Nationale. Pire, elle fait référence aux députés en invitant tout un chacun à les convaincre dans leur circonscription, et annonce que les dirigeants syndicaux écriront eux-mêmes aux députés !

Qui peut croire que l'on pourra ainsi convaincre ou contraindre les députés ?

Et s'ils ne veulent pas comprendre, si le gouvernement s'obstine, alors l'intersyndicale appellera à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars !

Mais comment va s'organiser ce soi-disant blocage ? En dehors de toute organisation centralisée !

C'est dans ce contexte de supplique aux élus, après avoir été baladé en journées d'actions sans lendemain depuis le 19 janvier que se déroulera le prétendu blocage du 7 mars. Quel pouvait en être le résultat, sinon un échec ?

Le lendemain, Martinez, pour la CGT, déclarera sur BFM : « mettre la France à l'arrêt, c'était une image. »

Mais dans le cynisme, c'est Laurent Berger qui ira le plus loin, dans Le Monde du 20 avril. Il pointait ici deux risques pour l'intersyndicale. Le premier serait de ne pas respecter ce qui a été décidé ensemble. « L'autre serait de faire croire aux salariés que c'est la succession des journées de mobilisation qui feront revenir le président de la République en arrière alors qu'il y en a eu douze et qu'il ne nous a ni reçus, ni écoutés. »

L'intersyndicale, mais également les directions de la FSU et du SNASUB, savaient que centraliser la mobilisation, c'était créer les conditions pour l'affrontement avec le gouvernement. C'est la raison pour laquelle elles ont systématiquement rejeté toute perspective de manifestation à l'Assemblée Nationale, et après l'adoption, au siège du pouvoir.

Alors à quoi a servi cette unité ? Où ont mené les multiples journées d'action ? A la victoire de Macron !

Il était nécessaire et possible de rassembler cette force exprimée dès le 19 janvier en un puissant mouvement en direction du pouvoir. C'est la perspective que les élus Front Unique ont constamment avancé depuis la CAN du 18 janvier 2023.

Politique des journées d'action décentralisées en 2023, participation aux concertations Guerini permettant au gouvernement d'avancer dans son projet de liquidation de nos statuts sont les deux facettes d'une orientation qui refuse de caractériser ce gouvernement comme notre ennemi et qui refuse donc de l'affronter pour le défaire. Il n'y a pas pourtant pas d'autre issue si nous voulons l'arrêter.

[mel@frontunique.com](mailto:mel@frontunique.com)